

SYSTÈME DE CLASSEMENT

Ce fascicule contient :

- une description du système de classement appliqué aux documents juridiques de la BFD
- une liste des principaux sigles utilisés pour identifier les pays, les Etats fédérés et les régions
- les plans systématiques par matière utilisés dans ce système

Le système de classement utilisé pour les collections juridiques de la BFD est également appliqué par les autres bibliothèques juridiques romandes du RERO (réseau des bibliothèques de Suisse occidentale), ainsi que par de nombreuses études d'avocats.

La systématique des matières est également utilisée pour la présentation de la Bibliographie juridique suisse (BJS).

1. GÉNÉRALITES

Un système de classement permet un rangement thématique des documents aux rayons. Chaque document de la bibliothèque est doté d'une **classification**, qui reflète son contenu et sa nature. Cette classification est inscrite sur le dos de chaque ouvrage et sur chaque périodique. Cela permet de réunir sur les rayons tous les documents relatifs à un même sujet ou de même nature. En consultant notre plan de classement, vous pouvez donc aller directement au rayon consulter les ouvrages qui traitent d'un thème déterminé.

Pour plus de détails, vous pouvez consulter le "Système de classement", 3^{ème} édition, révision 2009. Ce document est disponible dans le bureau des bibliothécaires.

Toutefois pour une recherche thématique approfondie, nous vous conseillons de consulter notre catalogue en ligne.

2. STRUCTURE DU PLAN DE CLASSEMENT

La classification comporte cinq éléments:

CA / CH	70.1	g	MEE	1981
↓	↓	↓	↓	↓
catégorie principale	plan systématique par matières	division selon le contenu ou la forme	abréviation d'auteur ou de titre	date de publication
<i>voir 2.1</i>	<i>voir 2.2</i>	<i>voir 2.3</i>	<i>voir 2.4</i>	<i>voir 2.4</i>

SYSTÈME DE CLASSEMENT

2.1. CATÉGORIES PRINCIPALES

Le système de classement répartit les ouvrages selon **six** catégories principales, à savoir :

A Ouvrages de référence, généralités du droit, droit comparé

Cette catégorie recense les ouvrages de portée générale, de même que les ouvrages de droit comparé qui n'entrent pas dans une des familles juridiques de la catégorie principale B.

B Droit comparé : groupes de pays

Cette catégorie comprend les groupes de pays suivants :

BB	Pays de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est
BC	Pays latino-américains
BD	Pays scandinaves
BE	Pays du Commonwealth
BF	Pays d'Afrique
BG	Pays du Moyen-Orient
BH	Pays de l'Asie

Vous trouverez dans ces catégories les études comparatives de deux ou plusieurs droits nationaux qui entrent dans le même groupe de pays.

C Droits nationaux

Cette catégorie est subdivisée par continents au moyen des préfixes :

CA /	Europe
CB /	Amérique du nord
CC /	Amérique centrale et latine
CD /	Afrique
CE /	Asie
CF /	Océanie

Au sein de chaque continent les droits nationaux sont répertoriés dans l'ordre alphabétique des abréviations généralement utilisées pour les différents pays, ainsi, par exemple :

CA / CH	Suisse
CA / D	Allemagne
CA / F	France

SYSTÈME DE CLASSEMENT

Pour les Etats fédéraux, des subdivisions sont en outre établies pour chacun des Etats fédérés, ainsi:

CA/CH-VD Canton de Vaud
CB/USA-CA Etat de Californie

*Pour plus de détail, voir la liste des signes distinctifs des pays en page 5.
Vous trouverez le droit de l'**Union européenne** sous CA/CE.*

- D** **Droit international public**
- E** **Droits anciens et droits religieux**
- F** **Intégration européenne – utilisée par l'ISDC (Institut suisse de droit comparé) uniquement**

*Pour le **droit musulman**, voir dans la classe principale **E**, à la subdivision **EG**.*

2.2. PLAN SYSTÉMATIQUE PAR MATIÈRES

Voir p. 6 à 11.

Au sein de chaque catégorie principale, les ouvrages sont classés selon un plan systématique par matières. L'identification de la matière est indiquée par une **notation numérique**. Le même plan systématique par matières est appliqué:

- aux ouvrages classés dans la **catégorie principale A**;
- aux ouvrages classés dans les **catégories B**;
- à chacun des droits nationaux répertoriés dans la **catégorie principale C**;
- aux ouvrages classés dans les **catégories EG et EZ**.

Les **catégories D, EA, EB, EC, ED, EE, EF** comportent chacune un plan systématique par matières qui leur est propre.

L'indice - matière est suivi d'un suffixe **.0** lorsque le document aborde le sujet dans une **perspective historique**.

Exemple : 87 = ouvrages de droit pénal
 87.0 = ouvrages d'histoire du droit pénal

SYSTÈME DE CLASSEMENT

2.3. DIVISIONS SELON LE CONTENU OU SELON LA FORME DES OUVRAGES

La classification comporte ensuite une lettre minuscule (de **a** à **i**) qui permet, au sein de chaque rubrique-matière, de sérier les ouvrages selon leur contenu ou selon leur forme. Ainsi, les spécifications suivantes ont été retenues :

- a** bibliographies et autres ouvrages de référence;
- b** textes législatifs, commentaires et traités internationaux;
- c** publications officielles;
- d** jurisprudence;
- e** publications émanant de congrès ou autres réunions scientifiques;
- f** périodiques;
- g** ouvrages généraux et recueils de travaux;
- h** monographies;
- i** contributions paraissant dans les volumes de mélanges, les recueils de travaux et articles de périodiques.

2.4. ABRÉVIATION D'AUTEUR (OU DE TITRE) ET DE DATE

Ces deux derniers éléments de classification ne sont utilisés que pour affiner le tri des ouvrages et faciliter leur classement au rayon.

Dans ce but, la classification se poursuit par une abréviation (en quatre lettres majuscules) du nom de l'auteur (ou du titre pour les ouvrages collectifs ou anonymes) et se termine par la date de publication.

Toutefois, pour les périodiques et les séries, on ne reporte pas dans la classification la date de parution de chaque volume ou de chaque fascicule.

SYSTÈME DE CLASSEMENT

3. SIGLES DISTINCTIFS DES PAYS, DES ETATS FEDERES ET DES REGIONS

Cette liste est basée sur les sigles distinctifs des pays communiqués au Secrétaire général de l'O.N.U. Pour les pays à caractère fédératif, on utilise des abréviations propres à chaque Etat membre (canton, Land, etc.).

Attention !

*Communauté européenne voir sous **Union européenne***

*Union soviétique (URSS) voir sous **Communauté des Etats indépendants***

Principaux sigles utilisés à l'Université de Fribourg

Afrique du Sud	CD/ZA	Pays-Bas	CA/NL
Algérie	CD/DZ	Pologne	CA/PL
Allemagne (RDA)	CA/DDR	Portugal	CA/P
Allemagne (RFA)	CA/D	Suède	CA/S
Allemagne depuis 1990	CA/D	Suisse	CA/CH
Arabie saoudite	CE/SA	Appenzell, Rhodes extérieures	CA/CH-AR
Argentine	CC/RA	Appenzell, Rhodes intérieures	CA/CH-AI
Australie	CF/AUS	Argovie	CA/CH-AG
Autriche	CA/A	Bâle-Campagne	CA/CH-BL
Belgique	CA/B	Bâle-Ville	CA/CH-BS
Brésil	CC/BR	Berne	CA/CH-BE
Bulgarie	CA/BG	Fribourg	CA/CH-FR
Canada	CB/CDN	Genève	CA/CH-GE
Chili	CC/RCH	Glaris	CA/CH-GL
Chine, République populaire de	CE/RPC	Grisons	CA/CH-GR
Chine (Taiwan)	CE/RC	Jura	CA/CH-JU
Danemark	CA/DK	Lucerne	CA/CH-LU
Espace économique européen	CA/CE-EEE	Neuchâtel	CA/CH-NE
Espagne	CA/E	Nidwald	CA/CH-NW
Etats-Unis d'Amérique	CB/USA	Obwald	CA/CH-OW
Fédération de Russie	CA/RUS	Saint-Gall	CA/CH-SG
France	CA/F	Schaffhouse	CA/CH-SH
Grande Bretagne	CA/GB	Schwyz	CA/CH-SZ
Grèce	CA/GR	Soleure	CA/CH-SO
Hong-Kong	CE/HK	Tessin	CA/CH-TI
Hongrie	CA/H	Thurgovie	CA/CH-TG
Irak	CE/IRQ	Uri	CA/CH-UR
Iran	CE/IR	Valais	CA/CH-VS
Israël	CE/IL	Vaud	CA/CH-VD
Italie	CA/I	Zoug	CA/CH-ZG
Japon	CE/J	Zurich	CA/CH-ZH
Kosovo	CA/KOS	Tchécoslovaquie	CA/CS
Liechtenstein	CA/FL	Tunisie	CD/TN
Luxembourg	CA/L	Turquie	CA/TR
Mexique	CC/MEX	Union européenne	CA/CE
Norvège	CA/N	Yougoslavie	CA/YU

SYSTÈME DE CLASSEMENT

4. PLAN DE CLASSEMENT

4.1 CLASSEMENT PAR MATIERES, POUR LES CATEGORIES PRINCIPALES A, B, C, EG et EZ

OUVRAGES DE REFERENCE ET OUVRAGES NON JURIDIQUES

- 1) **Dictionnaires, listes d'abréviations**
 - 1.1) Dictionnaires multilingues
 - 1.2) Dictionnaires bilingues
 - 1.3) Dictionnaires de droit
 - 1.4) Dictionnaires de sigles et d'abréviations
- 2) **Répertoires**
- 3) **Sources d'informations générales**
- 4) **Encyclopédies**
 - 4.1) Encyclopédies juridiques
- 5) **Bibliographies**
 - 5.1) Bibliographies juridiques
- 6) **Biographies**
- 7) **Ouvrages non-juridiques**
 - 7.1) Philosophie
 - 7.2) Théologie
 - 7.3) Sociologie générale
 - 7.4) Psychologie. Pédagogie
 - 7.5) Méthodologie
 - 7.6) Langue. Linguistique. Littérature
 - 7.7) Economie
 - 7.8) Géographie
 - 7.9) Sciences exactes et naturelles. Sciences appliquées
- 8) **Organisation des bibliothèques. Bibliothéconomie**
 - 8.1) Bibliothèques de droit

GENERALITES DU DROIT

- 9) **Recueils de législation**
- 10) **Recueils de publications officielles**
- 11) **Recueils de jurisprudence**
- 12) **Congrès et autres réunions scientifiques**
- 13) **Collections d'archives**
- 14) **Périodiques**
- 15) **Recueils de travaux**
 - 15.1) Mélanges ("Festschriften")
- 16) **Ouvrages généraux de droit**
- 17) **Histoire du droit**
 - 17.1) Histoire du droit (19e siècle)
 - 17.2) Histoire du droit (20e siècle)
- 18) **Philosophie et théorie générale du droit**
 - 18.1) Epistémologie juridique
 - 18.2) Sociologie du droit. Anthropologie juridique
 - 18.3) Logique juridique. Méthodologie du droit. Rhétorique
 - 18.4) Sémiologie et sémiotique juridique
 - 18.5) Sources et théorie des normes. Interprétation
 - 18.6) Droit et morale
 - 18.7) Droit et justice. Jusnaturalismes
 - 18.8) Juspositivismes
 - 18.9) Droit et idéologie
 - 18.10) Théorie économique du droit
- 19) **Théorie et méthode du droit comparé**
- 20) **Réforme du droit. Codification**
- 21) **Unification du droit**
- 22) **Technique législative. Rédaction juridique**

- 23) **Recherche juridique**
- 24) **Enseignement du droit**
- 25) **Professions et organisations juridiques**

DROIT INTERNATIONAL PRIVE

- 26) **Droit international privé (ouvrages généraux)**
- 27) **Sources du droit international privé**
 - 27.1) Conférences de La Haye de droit international privé
 - 27.2) Conférence interaméricaine de droit international privé (CIDIP)
- 28) **Notions générales de droit international privé**
 - 28.1) Rattachement
- 29) **Procédure (droit international privé)**
 - 29.1) Arbitrage international privé
- 30) **Droit du commerce international**
 - 30.1) Sociétés. Entreprises multinationales. "Joint Ventures"
 - 30.2) Vente internationale (droit uniforme et règles de conflits)
 - 30.3) Commerce électronique
- 31) **Sujets spéciaux de droit international privé**
 - 31.1) Personnes
 - 31.2) Mariage et relations entre conjoints
 - 31.3) Relations entre parents et enfants. Tutelle
 - 31.4) Successions
 - 31.5) Trusts
 - 31.6) Propriété (immobilière et mobilière)
 - 31.7) Contrats en général
 - 31.8) Contrats spéciaux
 - 31.9) Responsabilité civile (actes illicites). "Torts"
 - 31.10) Quasi-contrats. Enrichissement illégitime
 - 31.11) Concurrence. Cartels. Concurrence déloyale
 - 31.12) Propriété intellectuelle

DROIT CONSTITUTIONNEL ET DROIT ADMINISTRATIF

- 32) **Etat. Gouvernement. Politique**
 - 32.1) Partis et organisations politiques
 - 32.2) Politique extérieure. Relations internationales
- 33) **Constitutions**
- 34) **Droit constitutionnel et droit public**
 - 34.1) Fédéralisme. Régions
 - 34.2) Contrôle de constitutionnalité
- 35) **Pouvoir législatif. Parlement**
- 36) **Pouvoir exécutif**
- 37) **Nationalité. Droit d'établissement. Citoyenneté. Statut des étrangers**
 - 37.1) Droits politiques
- 38) **Droits fondamentaux**
 - 38.1) Droit à la vie. Liberté personnelle
 - 38.2) Egalité des êtres humains
 - 38.3) Egalité des sexes
 - 38.4) Egalité devant la loi
 - 38.5) Liberté de pensée
 - 38.6) Liberté d'opinion et d'expression
 - 38.7) Liberté de réunion et d'association
 - 38.8) Droit de pétition. Désobéissance civique

SYSTÈME DE CLASSEMENT

- 38.9) Garantie de la propriété
- 38.10) Protection de la vie privée contre les atteintes de l'Etat
- 38.11) Droits économiques et sociaux
- 39) Droits des groupes. Minorités**
- 40) Droit administratif**
 - 40.1) Procédure administrative
 - 40.2) Contrôle de la légalité. Tribunaux administratifs
 - 40.3) Expropriation. Nationalisation. Privatisation
 - 40.4) Marchés publics
- 41) Droit communal**
- 42) Police. Maintien de l'ordre**
- 43) Défense nationale. Etat d'urgence**
 - 43.1) Protection civile
- 44) Droit économique**
 - 44.1) Etude prévisionnelle en matière d'économie et de développement
- 45) Droit administratif économique**
 - 45.1) Services destinés au public
 - 45.2) Commerce extérieur. Droits douaniers
 - 45.3) Marchés uniques
- 46) Droit professionnel**
- 47) Droit foncier. Aménagement du territoire. Construction**
- 48) Agriculture. Forêts**
- 49) Ressources naturelles. Energie**
 - 49.1) Ressources minérales. Mines
 - 49.2) Pétrole et gaz naturel
 - 49.3) Eau
 - 49.4) Energie nucléaire
 - 49.5) Energies douces
- 50) Services industriels**
- 51) Droit de la circulation et des transports**
 - 51.1) Circulation routière
 - 51.2) Chemins de fer
 - 51.3) Navigation
 - 51.4) Circulation aérienne
- 52) Communications**
 - 52.1) Droits des médias
 - 52.2) Services postaux
 - 52.3) Télécommunications. Réseaux
- 53) Finances publiques**
- 54) Droit fiscal**
 - 54.1) Impôt sur le revenu et impôts directs en général
 - 54.2) Imposition des personnes morales
 - 54.3) Impôt sur la fortune et impôt sur le capital
 - 54.4) Impôts sur les successions et les donations
 - 54.5) Impôts indirects
 - 54.6) Droit de timbre et d'enregistrement
 - 54.7) Autres impôts et taxes
- 55) Droit du travail**
 - 55.1) Rapports collectifs de travail
 - 55.2) Règlement des conflits du travail
 - 55.3) Fonction publique
- 56) Droit social**
- 57) Sécurité sociale et assurances sociales**
 - 57.1) Assurance-maladie et accidents. Assurance-invalidité
 - 57.2) Assurance vieillesse et survivants. Prévoyance professionnelle
 - 57.3) Assurance-chômage
- 58) Médecine. Santé publique**
 - 58.1) Professions médicales
 - 58.2) Denrées alimentaires. Produits pharmaceutiques. Cosmétiques
 - 58.3) Drogues. Alcool. Tabac

- 58.4) Procréation. Génétique. Contrôle des naissances
- 58.5) Médecine légale
- 58.6) Maladies transmissibles

- 59) Protection de l'environnement. Protection des animaux**
 - 59.1) Protection de l'environnement
 - 59.2) Protection des animaux
- 60) Science. Enseignement. Recherche. Technologie**
 - 60.1) Droit de l'informatique
- 61) Culture. Art. Loisirs. Sports. Tourisme**
 - 61.1) Culture. Art
 - 61.2) Sports
 - 61.3) Tourisme
- 62) Eglises. Religions. Cultes**

DROIT PRIVE

- 63) Droit privé (ouvrages généraux)**
- 64) Notions générales de droit privé**
- 65) Personnes**
 - 65.1) Protection des données
 - 65.2) Personnes morales
- 66) Droit de la famille. Droit du mariage**
 - 66.1) Conclusion du mariage. Dissolution du mariage
 - 66.2) Régimes matrimoniaux. Relations patrimoniales. Union libre
 - 66.3) Relations entre parents et enfants. Tutelle
- 67) Successions**
- 68) Equity**
- 69) Trusts**
- 70) Droits réels**
 - 70.1) Propriété foncière
 - 70.2) Propriété étatique et collective
- 71) Droit des obligations et des contrats (ouvrages généraux)**
- 72) Notions générales de droit des obligations et des contrats**
- 73) Contrats spéciaux**
 - 73.1) Vente. Echange. Donation
 - 73.2) Bail à loyer. Bail à ferme. Crédit-bail
 - 73.3) Prêt et dépôt
 - 73.4) Contrat d'entreprise
 - 73.5) Contrat de transport. Contrat de voyage
 - 73.6) Mandat
 - 73.7) Cautionnement. Garanties
- 74) Quasi-contrats. Enrichissement illégitime**
- 75) Responsabilité extra-contractuelle. "Torts" (Common law)**
 - 75.1) Responsabilité en matière d'accidents de la circulation
- 76) Responsabilité du fait des produits**
- 77) Dommages. Réparation du dommage**

DROIT COMMERCIAL ET DROIT DES SOCIETES

- 78) Droit commercial (ouvrages généraux)**
 - 78.1) Commerce électronique
- 79) Entreprises commerciales**
 - 79.1) Sociétés de capitaux
 - 79.2) Société anonyme
 - 79.3) Société à responsabilité limitée
 - 79.4) Société coopérative
- 80) Comptabilité. Droit comptable**
- 81) Titres. Papiers-valeurs**
- 82) Droit bancaire et boursier**
- 83) Assurances privées**

SYSTÈME DE CLASSEMENT

84) Concurrence. Cartels. Concurrence déloyale

85) Protection du consommateur

86) Propriété intellectuelle

86.1) Propriété industrielle

86.2) Droit d'auteur

DROIT PENAL

87) Droit pénal (ouvrages généraux)

87.1) Politique criminelle

88) Notions générales de droit pénal

89) Infractions pénales

89.1) Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle

89.2) Infractions contre le patrimoine. Droit pénal des affaires

89.3) Infractions contre la liberté et l'honneur

89.4) Infractions contre l'Etat et la sécurité de l'Etat

89.5) Infractions contre l'ordre public

89.6) Infractions contre l'ordre économique

89.7) Infractions contre la santé publique. Infractions en matière de stupéfiants

89.8) Infractions en matière de circulation

89.9) Infractions contre la famille et la moralité publique

90) Criminologie

90.1) Recherche et méthodologie

90.2) Criminologie clinique

90.3) Anthropologie criminelle. Sociologie pénale

90.4) Délinquants

90.5) Justice privée

90.6) Prédiction

90.7) Prévention

90.8) Victimes. Victimologie

91) Peines et mesures. Pénologie

91.1) Sanctions non privatives de liberté

91.2) Sanctions privatives de liberté

91.3) Peine de mort

91.4) Grâce. Amnistie. Réhabilitation

91.5) Resocialisation. Traitement post-pénitentiaire

92) Droit pénal des mineurs

92.1) Organisation judiciaire. Procédure

92.2) Peines et mesures. Pénologie

93) Droit pénal administratif

94) Droit pénal militaire et procédure pénale militaire

ORGANISATION JUDICIAIRE ET PROCEDURE

95) Organisation de la justice

96) Procédure judiciaire

97) Procédure civile

97.1) Voie de recours

97.2) Arbitrage

97.3) Exécution forcée. Faillite

98) Procédure pénale

98.1) Procédure préliminaire

98.2) Droits de la défense

98.3) Détention préventive. Contrôle judiciaire

98.4) Débats. Jury. Jurés. Juges laïcs

98.5) Voie de recours

98.6) Criminologie. Police scientifique

99) Procès ("Trials")

SYSTÈME DE CLASSEMENT

4.2 CLASSEMENT PAR MATIERES, POUR LA CATEGORIE PRINCIPALE D

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

- 1) Ouvrages de référence**
- 2) Bibliographies**
- 3) Collections de traités**
 - 3.1) Collections de traités d'un seul Etat
- 4) Collections de décisions**
 - 4.1) Collection de jurisprudence de tribunaux nationaux en matière de droit international public
- 5) Répertoires généraux et recueils de pratiques nationales**
- 6) Publications officielles**
- 7) Associations et institutions s'occupant du droit international public**
- 8) Congrès et autres réunions scientifiques**
- 9) Périodiques**
- 10) Recueils de travaux**
 - 10.1) Mélanges ("Festschriften")
- 11) Histoire du droit international public**
- 12) Traités généraux**
- 13) Notions générales de droit international public**
- 14) Sources et interprétation du droit international public**
- 15) Droit des traités**
 - 15.1) Ouvrages limités à un seul Etat
- 16) Etats et autres entités souveraines**
 - 16.1) Territoire de l'Etat
 - 16.2) Souveraineté en droit international public
 - 16.3) Responsabilité en droit International public
 - 16.4) Organes de l'Etat. Droit diplomatique et consulaire
- 17) Individus et minorités**
 - 17.1) Minorités. Autodétermination
- 18) Droits de l'homme en droit international public**
 - 18.1) Non-discrimination. Racisme
 - 18.2) Convention européenne des droits de l'homme (CEDH)
 - 18.3) Déclaration américaine et Convention américaine des droits de l'homme
- 19) Droit pénal international**
 - 19.1) Crimes de guerre et crimes contre l'humanité
 - 19.2) Génocide
 - 19.3) Aspects internationaux du terrorisme. Piraterie. Piraterie aérienne
 - 19.4) Entraide internationale en matière pénale
- 20) Organisations internationales en général**
 - 20.1) Société des Nations
- 21) Nations Unies**
 - 21.1) Organes et institutions des Nations unies
 - 21.2) Institutions spécialisées des Nations unies
- 22) Organisations régionales**
 - 22.1) Conseil de l'Europe
 - 22.2) Autres organisations européennes
 - 22.3) Organisations américaines
 - 22.4) Organisations d'Afrique et d'Asie
- 23) Droit de la mer. Voies d'eau internationales**
 - 23.1) Haute mer
 - 23.2) Zone économique. Plateau continental
 - 23.3) Eaux territoriales
 - 23.4) Voies d'eau internationales
 - 23.5) Conférences et Conventions des Nations unies sur le droit de la mer
- 24) Espace aérien et espace extra- atmosphérique**
- 25) Protection de l'environnement. Protection des animaux**
 - 25.1) Protection de l'environnement
 - 25.2) Protection des animaux
- 26) Relations économiques et commerciales interétatiques**
- 27) Investissements étrangers**
- 28) Relations financières internationales**
- 29) Développement. Pays en voie de développement**
- 30) Réglementation internationale de la propriété intellectuelle**
- 31) Réglementation internationale de la circulation et des transports**
- 32) Réglementation internationale des communications**
- 33) Réglementation internationale en matière d'énergie et d'utilisation des ressources naturelles**
 - 33.1) Utilisation pacifique de l'énergie atomique
- 34) Droit international du travail**
- 35) Santé publique et droit international de la sécurité sociale**
 - 35.1) Stupéfiants. Toxicomanie
- 36) Science. Enseignement. Recherche. Technologie**
- 37) Culture. Art. Loisirs. Sports. Tourisme**
 - 37.1) Culture. Art
 - 37.2) Sports
 - 37.3) Tourisme
- 38) Médiation. Conciliation et arbitrage internationaux**
- 39) Compétence juridictionnelle internationale**
 - 39.1) Cour internationale de justice
- 40) Maintien de la paix**
 - 40.1) Organisations de défense
- 41) Armement. Contrôle des armements. Désarmement**
 - 41.1) Armes nucléaires
 - 41.2) Armes biologiques et chimiques
 - 41.3) Utilisation de l'espace à des fins militaires
- 42) Sanctions internationales**
 - 42.1) Représailles
- 43) Droit de la guerre**
 - 43.1) Droit humanitaire international
 - 43.2) Paix
- 44) Neutralité**
 - 44.1) Ouvrages limités au statut de neutralité d'un seul Etat
- 45) Relations internationales et politique internationale**

SYSTÈME DE CLASSEMENT

4.3 SUBDIVISIONS ET CLASSEMENT PAR MATIERE POUR LA CATEGORIE PRINCIPALE E

DROIT ANCIENS ET DROIT RELIGIEUX

EA) OUVRAGES DE REFERENCE. HISTOIRE GENERALE

- 1) **Ouvrages de référence**
 - 1.1) Bibliographies
 - 1.2) Index. Répertoires
 - 1.3) Dictionnaires (langues anciennes)
- 2) **Histoire générale (des origines au Haut Moyen-Age)**
 - 2.1) Histoire de l'Antiquité
 - 2.2) Histoire romaine

EB) DROIT ROMAIN

- 3) **Périodiques**
- 4) **Recueils de travaux**
- 5) **Sources du droit romain (Textes)**
 - 5.1) Corpus juris civilis
 - 5.2) Autres codes et lois
 - 5.3) Epigraphes et papyrus
 - 5.4) Sources non-juridiques
- 6) **Etudes sur les sources et le Corpus juris civilis**
 - 6.1) Etudes sur les sources juridiques
 - 6.2) Etudes sur les sources non-juridiques
 - 6.3) Etudes sur le Corpus juris civilis (Institutes, Digeste, Codex, Novellae)
- 7) **Etudes sur la science du droit et les juristes romains**
 - 7.1) Les Veteres (jusqu'au 1er siècle A.C.)
 - 7.2) Les juristes classiques
 - 7.3) Les rhéteurs (Cicéron)
- 8) **Ordre juridique romain**
 - 8.1) Influence et réception du droit romain
- 9) **Droit privé romain**
 - 9.1) Notions générales du droit privé romain
- 10) **Sujets de droit**
 - 10.1) Personnes
 - 10.2) Autres sujets de droit
 - 10.3) Esclaves
- 11) **Droit de la famille**
- 12) **Droits réels**
- 13) **Obligations**
- 14) **Successions et donations**
 - 14.1) Successions
 - 14.2) Donations
- 15) **Procédure civile**
- 16) **Droit pénal et procédure pénale**
 - 16.1) Droit pénal
 - 16.2) Procédure pénale
- 17) **Droit public romain**
 - 17.1) Royauté
 - 17.2) République
 - 17.3) Principat
 - 17.4) Empire

- 17.5) Bas-Empire
- 17.6) Provinces

18) Méthodologie du droit romain

EC) AUTRES DROITS DE L'ANTIQUITE

- 20) **Droits cunéiformes**
- 21) **Droit égyptien**
- 22) **Droit juif**
- 23) **Droit grec**
- 24) **Autres droits antiques**

ED) DROITS MEDIEVAUX. EE) DROITS MODERNES

- 25) **Droit byzantin**
- 26) **Droits germaniques**
 - 26.1) Sources et théorie des sources
 - 26.2) Institutions publiques. Pouvoir central
 - 26.3) Pouvoirs locaux
 - 26.4) Institutions du droit privé
 - 26.5) Conditions des personnes
 - 26.6) Droit de la famille
 - 26.7) Droits réels
 - 26.8) Obligations
 - 26.9) Successions et donations
 - 26.10) Procédure civile
 - 26.11) Droit pénal et procédure pénale
- 27) **Droits médiévaux ultérieurs et droits modernes**
 - 27.1) Sources et théorie des sources
 - 27.2) Institutions publiques. Pouvoir central
 - 27.3) Pouvoirs locaux
 - 27.4) Institutions du droit privé
 - 27.5) Conditions des personnes
 - 27.6) Droit de la famille
 - 27.7) Droits réels
 - 27.8) Obligations
 - 27.9) Successions et donations
 - 27.10) Procédure civile
 - 27.11) Droit pénal et procédure pénale
- 28) **Droit commun (Ius commune)**
 - 28.1) Sources et théorie des sources
 - 28.2) Institutions publiques. Pouvoir central
 - 28.3) Pouvoirs locaux
 - 28.4) Institutions du droit privé
 - 28.5) Conditions des personnes
 - 28.6) Droit de la famille
 - 28.7) Droits réels
 - 28.8) Obligations
 - 28.9) Successions et donations
 - 28.10) Procédure civile
 - 28.11) Droit pénal et procédure pénale

30) Droit naturel

SYSTÈME DE CLASSEMENT

4.3 SUBDIVISIONS ET CLASSEMENT PAR MATIERE POUR LA CATEGORIE PRINCIPALE E (SUITE)

EF) DROITS DES EGLISES CHRETIENNES

- 1) Dictionnaires. Ouvrages de référence
- 2) Sources
- 3) Ouvrages généraux
- 4) Institutions. Congrégations. Gens d'église
- 5) Biens d'église. Droit patrimonial
- 6) Liturgie et sacrements
- 7) Enseignement. Doctrine
- 8) Condition des personnes
- 9) Mariage
- 10) Obligations et autres relations de droit privé
- 11) Droit judiciaire. Sanctions ecclésiastiques

EG) DROIT MUSULMAN

Application du classement par matières des catégories principales A, B, C, moyennant certains compléments et adaptations (voir édition complète du système de classement).

EZ) AUTRES DROITS RELIGIEUX

Application du classement par matières des catégories principales A, B, C, sous réserve que certaines rubriques ne peuvent pas être utilisées.